Quelques chiffres significatifs

Posté le : 12 septembre 2013 18:23 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Economie et politique

Ceux qui nous lisent savent que nous privilégions comme indicateur de production la valeur ajoutée des entreprises des secteurs non financiers ayant plus de 1 salarié. Cet indicateur est fiable, connu vite, et peu corrigé. Il traduit bien l'idée de ce que les Français considèrent être l'activité des entreprises du secteur marchand.

En 2012 le montant de cette valeur ajoutée est de 1250 Milliards d'Euros, en valeur courante non corrigées de l'inflation. La hausse vis à vis de 2011 a été de 1.5%.

Compte tenu d'une inflation proche de 2%, cette valeur ajoutée a **baissé** en valeur réelle.

La même valeur ajoutée par tête a baissé encore plus.

L'emploi marchand a baissé.

Les déficits extérieurs se sont creusés.

La dette d'état s'est accrue pour atteindre 1833 milliards d'euros, soit 150% de la valeur ajoutée des entreprises. Les dettes globales approchent 300% de ce montant. Selon le Point les avoirs d'épargne des Français sont environ du même niveau.

Il est intéressant de noter que la valeur ajoutée du tourisme a représenté près de 10% de la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand. Nous devenons un musée visité par le monde entier.

Ces indicateurs rangent la France dans la même catégorie que la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie.

En 2013, il est probable que la dette atteigne 2.000 milliards d'Euros avec une valeur ajoutée marchande stagnante.

Tous les indicateurs seront dégradés et les engagements pris non tenus. Nous parlions d'un déficit/PIB de 4% pour 2013. Le gouvernement parle désormais de plus de 4%, au lieu de 3.7.

Entre 2009 et 2014, les gouvernements auront prélevé plus de 100 milliards d'Euros d'impôts supplémentaires sur les Français, soit 10% de la valeur ajoutée des entreprises.

Tous ces chiffres montrent une situation intenable.

L'hystérie fiscale répressive et ciblée a désormais un effet sur l'assiette des impôts, qui baisse. Le serpent n'en finit pas de se mordre la queue. On arrive au moment où tous les incréments nouveaux de taux de fiscalité ont un effet négatif sur le rendement de l'impôt. La DGI a sonné l'alarme. Moscovici a parlé de "ras le bol fiscal". Le problème est que le bol fiscal se vide.

Après avoir arrêté l'activité en France à l'automne 2012, Hollande, ne peut que constater les dégâts : recul de 25% des transactions immobilières au premier semestre 2013 selon la chambre des notaires avec probablement l'année où la construction aura été la plus faible depuis le début de la 5ème République. De nombreux secteurs connaissent des baisses de 20 à 30%. Les investissements sont historiquement bas. Les faillites sont à leur sommet comme le chômage qui atteint désormais des niveaux stratosphériques.

La première année de Hollande aura été dramatique et totalement à côté des nécessités nationales.

On parle désormais d'un budget où d'importantes économies seraient prévues. Hollande aura réussi à tenir presque trois ans sans dire quelles économies il compte faire. Une fois de plus la Com' remplacera l'économie.

On est à peu près certain que 2013 aura été une année morte sur tous les fronts économiques, avec une dégradation de tous les indicateurs. 2014 en prend le chemin.

Hollande aura provoqué le plus grand exode de Français depuis la révocation de l'édit de Nantes, porté l'impôt à des taux insoutenables, privés de 100% de leurs revenus des milliers de familles et confisqué près du tiers de l'épargne moyenne des familles aisées.

La campagne électorale présidentielle, qui avait été abjecte, laissait craindre le pire. On l'a. L'ennui, c'est qu'il semble bien que pour les campagnes à venir, on ressorte les vieilles ficelles. 2014 va être encore un grand cru d'abjection.

Comment la France se remettra-t-elle de ce scénario désastreux ? Où en sera-t-on dans quatre ans avec de tels dirigeants ?